



Convention entre la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Finistère (ADIL 29)

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire **en date du XXXX**,

d'une part,

et **l'ADIL 29 (Agence départementale d'information sur le logement du Finistère)**, association loi 1901, conventionnée par le Ministère en charge du Logement, agréée par l'ANIL (Association nationale d'information sur le logement), représentée par son Président,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis sa création en 1991, l'ADIL 29 (Agence départementale d'information sur le logement du Finistère) assure, en direction des habitants du Finistère, une mission d'information sur toutes les questions techniques, juridiques, financières et fiscales liées à l'habitat.

Ainsi, chaque année, environ 700 ressortissants de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas ont recours aux services de l'ADIL, soit en se rendant dans l'un des centres permanents de l'ADIL ou sur la permanence assurée à Landerneau, soit en se renseignant par téléphone ou par courrier.

Considérant d'une part le besoin de ses habitants en matière d'information relative au logement et à l'habitat et, d'autre part, la vocation de l'ADIL à informer le public sur ces questions de manière objective, neutre et gratuite, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas est membre de l'association et lui apporte chaque année une contribution financière afin de lui permettre d'assurer sa mission avec efficacité.

La présente convention a pour objet de définir les relations réciproques entre les deux organismes et, notamment, les modalités de la participation financière apportée par la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas au fonctionnement de l'ADIL.

Article 1^{er} : LES MISSIONS DE L'ADIL

A – Les missions de base

L'ADIL a pour vocation d'informer gratuitement, et avec neutralité, le public sur les questions de logement et d'habitat.

Elle a également pour mission de faire remonter l'information vers ses membres.

Pour répondre à ces objectifs, l'ADIL met en œuvre des actions au profit de l'ensemble de ses partenaires, sur lesquelles elle s'engage dans le cadre de la présente convention :

- Mise à disposition, en quantité suffisante, de dépliants et affiches destinés à informer la population sur le rôle de l'ADIL et indiquant les coordonnées et les modalités de fonctionnement des Centres d'Information sur l'Habitat de l'ADIL à Brest et Quimper, ainsi que des autres lieux de consultations dans le Département.
- Abonnement de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas à la liste de diffusion de l'ADIL avec transmission à la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas, des infos logement de l'ADIL, chaque trimestre, de la revue "Habitat-Actualité" ainsi que les données sur l'évolution des niveaux de loyer, et les études de l'ADIL et celles du réseau ANIL/ADIL.
- Etablissement d'un bilan chiffré des sollicitations recensées par l'ADIL provenant d'usagers de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas. Si nécessaire, des statistiques spécifiques à certains thèmes seront établies.

B – Mise en place de permanences régulières d'information sur le logement

L'ADIL dispose de deux centres d'information sur le Finistère situés à Brest et Quimper. Elle y assure un accueil physique et téléphonique. Les habitants peuvent ainsi obtenir gratuitement, par un conseil personnalisé, des réponses claires, complètes et objectives, à leurs interrogations d'ordre juridique, fiscal et financier sur le logement.

En complément de l'accueil dans les centres d'information, l'ADIL assure des permanences sur la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas. Les habitants pourront y rencontrer des Conseillers-Juristes et obtenir gratuitement, par un conseil personnalisé, des réponses claires, complètes et objectives, à leurs interrogations d'ordre juridique, fiscal et financier sur le logement.

Elles auront lieu, chaque 2^{ème} et 4^{ème} Lundi Après - Midi de chaque mois, de 13h30 à 17h30, dans les locaux du Point Info Habitat de la Maison des Services Publics, mis gratuitement à la disposition de l'ADIL.

C - Missions spécifiques liées à la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'accession dans l'ancien

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas s'est engagée sur un dispositif d'aide à l'accession à la propriété. Dans ce cadre, l'ADIL est chargée de l'information et de l'accompagnement des accédants à la propriété sur la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas. L'ADIL aura pour missions :

- D'accueillir les candidats,
- De présenter aux ménages la démarche d'accession,
- D'élaborer avec les ménages une première étude prévisionnelle de financement,
- De présenter aux candidats les conditions de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas et leur expliquer la démarche du passeport,
- De remettre aux candidats un document "Passeport" avec validation de l'étape ADIL,
- De les recevoir de nouveau en phase finale, pour vérifier la cohérence du dossier,
- D'enregistrer le dossier complet et de le transmettre à la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas

Le candidat à l'accession sera ensuite chargé de la poursuite de son dossier, avec la possibilité, voire l'incitation, de se référer à l'ADIL tout au long de son montage ainsi que lors du déroulement ultérieur de son opération.

D – Les activités ponctuelles

L'ADIL s'engage à participer aux actions de communication, d'information et aux manifestations organisées par la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas sur le thème du logement et de l'habitat.

Ainsi, l'ADIL pourra être amenée à intervenir sur :

- L'information et la formation des élus, personnels communaux, sur des thèmes relatifs au logement, tels que le financement du logement, la fiscalité de l'immobilier, les aides au logement, la lutte contre l'habitat indigne...
- L'animation des sessions d'information gratuites « Pour tout savoir ... » : réunions thématiques d'information destinées aux particuliers, associées, le cas échéant, à des permanences exceptionnelles d'information, sur des sujets tels que « préparer et réussir son accession à la propriété », « l'investissement locatif », « la copropriété », les aides à l'amélioration et la rénovation énergétique de l'habitat ...
- La participation à des événements exceptionnels de type salon ou forum

Plus généralement, l'ADIL s'engage à apporter une réponse, dans la mesure de ses compétences, à toutes les questions sur le logement et l'habitat, qu'elles émanent d'un particulier, de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas ou de l'une des collectivités qui la compose.

Cette liste n'est pas limitative, et d'autres opérations pourront être envisagées dans l'avenir.

Article 2 : LA CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDERNEAU – DAOULAS AU FONCTIONNEMENT DE L'ADIL

En tant que membre de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas participe financièrement au fonctionnement de l'ADIL par le versement d'une cotisation annuelle.

Le montant de la participation annuelle de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas au titre de l'année 2021 est déterminé selon les modalités suivantes :

Sur la base de 49 653 h* par 0.3072 €/par habitant

Soit, pour 2021 : 15 254 €

La somme sera mandatée par la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas sur présentation d'une demande écrite de celle-ci.

Article 3 : MODALITES D'EVALUATION

L'ADIL adressera au Président de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas chaque année, au plus tard pour le 30 juin, un bilan d'activité indiquant la demande exprimée lors des permanences ainsi que de l'ensemble des sollicitations recensées par l'ADIL provenant d'usagers de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau – Daoulas.

Si nécessaire, des statistiques spécifiques à certains thèmes seront établies.

Article 4 : DUREE - RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2021. Cette convention pourra être reconduite par reconduction expresse pour une durée maximale de 3 ans.

A l'échéance, la convention pourra être renouvelée d'un commun accord entre les deux signataires. La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout litige dans l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à Landerneau, le/...../ 2021,

Le Président de l'ADIL

Le Président de Communauté de Communes du
Pays de Landerneau – Daoulas